

# d'Letzeburger Land

Unobhangige Wochenschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur \* Hebdomadaire Politique, Économique et Culturel Indépendant

Robert Krieps

## Léon Blum

L'observateur de la scène politique ne peut s'empêcher de faire des rapprochements entre 1936 et 1981, entre Léon Blum et François Mitterrand. Il se doit de se poser des questions.

Si chacun a pu suivre sans trop de difficultés l'action politique de François Mitterrand au cours des dernières dix années, il n'en va pas de même pour celle de Léon Blum dont le rôle a été déformé par les événements de 1939, mais surtout par une campagne faite de haine, de dénigrement, de calomnies et d'injures.



Léon Blum en juin 1936

Mes souvenirs personnels liés à Léon Blum ressemblent à une de ces photos où tout est flou à l'exception d'un visage : assis à côté de mon père parmi les invités, je revois le visage de Léon Blum, présidant le congrès de la SFIO de 1937. J'avais quatorze ans et mon intérêt pour la politique était ce qu'est celui d'un garçon de cet âge, élevé dans un milieu où la politique est présente en permanence. La guerre civile en Espagne, des réfugiés allemands, socialistes ou israélites, ou les deux, à notre table, leurs récits sur la vie en Allemagne nazie, mon père collé à la radio pour avoir les dernières nouvelles des élections, la menace de la guerre, voilà de quoi sont faits mes souvenirs de cette époque. Et dominant tout cela, Léon Blum : grande figure insolite que l'on voyait au cinéma dans les actualités, dans les journaux, dans les hebdomadaires illustrés. Quel contraste avec les rutilants Mussolini, Franco et Hitler que cet intellectuel distingué parmi tant de militaires !

### L'homme le plus insulté de France

Mais l'adulte, le politicien engagé, s'il reste sous l'emprise de ces souvenirs, se doit de se faire une idée plus précise de celui dont le nom restera à jamais lié aux congés payés, à la semaine des quarante heures, à la politique culturelle et à la démocratie dans l'entreprise. Que n'a-t-on dit et écrit à ce sujet ? Dans un pays dont on a pu dire qu'il avait la droite la plus bête du monde, les conditions matérielles, sanitaires et sociales du salariat étaient en retard d'une vingtaine d'années sur ce

qu'elles étaient dans les autres pays industrialisés. Elles étaient inférieures à celles qu'avait connues l'ouvrier allemand d'avant 1914 !

Rien d'étonnant dès lors à ce que la droite et l'extrême droite, le parti communiste, les ligues fascistes, la presse dominée par le patronat se soient conjurés dès 1934 pour calomnier et vilipender celui qui avait tout pour les rendre envieux : l'intelligence, la culture, l'intégrité, le charme, la réussite professionnelle et surtout le désintéressement.

Au milieu de la pire campagne d'injures et d'attaques personnelles il trouva moyen de dire : « ça ne compte pas ».

On a du mal à imaginer le niveau auquel se mouvaient ces attaques. Mauras : « un homme à fusiller dans le dos » ; Daudet : « Blum, c'est le bruit que font douze balles dans la peau d'un juif » ; Thorez : « reptile répugnant, laquais des banquiers, belliciste entragé » ; Pierre Gaxotte : « une jument palestinienne » qu'il faut envoyer « dans des camps de concentration à Madagascar ».

Il est incontestable que l'antisémitisme de l'extrême droite se liait à l'inimitié politique de la droite et à l'hostilité congénitale des communistes. Les leaders communistes ne pardonnaient à Léon Blum, ni d'avoir mené en 1920 la lutte contre la tentative d'embrigader le parti socialiste dans la III<sup>e</sup> Internationale, ni d'avoir rassemblé ce qui restait après le congrès de Tours, ni surtout d'avoir, dès 1920, prédit correctement l'évolution future d'un régime fondé sur la dictature du prolétariat.

Quoi de surprenant par ailleurs que les hauts militaires français, tous hostiles à la gauche, en grande partie fascistes, aient tenté d'imputer à Léon Blum une part de la responsabilité de la débâcle de 1940 ?

Ces chefs militaires issus de la grande guerre avaient conçu un plan stratégique pour la France qui était non seulement en retard d'une guerre mais qui prévoyait des opérations dont l'armée française n'avait pas les moyens. Quant à l'emploi tactique que les généraux ont fait des moyens non négligeables, — en partie supérieurs à ceux de l'Allemagne, — dont ils disposaient, les historiens militaires en ont dit tout le mal qu'il mérite.

Que Pétain, Weygand et toute la camarilla militaire aient tenté d'accréditer l'idée que le juif socialiste avait négligé la défense nationale, est dans la nature des choses. Ils ont trouvé l'appui du gouvernement de Vichy qui y cherchait sa légitimité.

C'est de tous les reproches publics faits à Blum celui qui a le moins de fondement dans les faits.

N'ayant cessé de dénoncer le danger fasciste, Blum fut le premier chef de gouvernement de la III<sup>e</sup> République à avoir résolument opté pour la modernisation de la défense nationale. C'est ce qui éclata au procès de Riom qui tourna court grâce au courage et au talent de Léon Blum qui confondait ses accusateurs et ses juges. C'est cet effort de défense nationale qui valut à Blum le respect de de Gaulle, mais aussi la haine de tous ceux qui, avant le gouvernement de front populaire, avaient favorisé l'avènement du fascisme

en Italie et en Allemagne, et qui par leurs compromis et leur égoïsme de classe avaient sacrifié l'avenir.

Ne voit-on pas les nationalistes reprocher à Léon Blum d'appartenir comme juif et comme socialiste aux internationalistes sans patrie, tandis que les communistes lui reprochent son engagement pour une défense nationale accrue ? Traître pacifiste pour les uns, belliciste pour les autres, Blum devra attendre la réhabilitation par Charles de Gaulle et par Staline pour apparaître pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être, un esprit lucide luttant de toutes ses forces contre le danger de la guerre, mais s'engageant à fond pour la défense de la démocratie et de la liberté dès qu'il vit croître la menace des régimes fascistes.

Quel tort impardonnable que d'avoir eu raison contre tous ses détracteurs ! Contre les nationalistes bornés, contre les communistes soumis aux directives de Moscou ! Aucun homme politique n'a mieux analysé, ni prédit plus correctement les phénomènes sociaux et politiques qui devaient conduire à l'holocauste, encore qu'il n'en ait pas prévu toute l'étendue.

### L'homme de lettres

Si Mitterrand a commencé à écrire après avoir assumé de hautes responsabilités publiques, Léon Blum fit son entrée sur la scène politique âgé de 47 ans après avoir acquis une solide réputation dans le monde des arts et des lettres, comme auteur, critique et observateur engagé.

Léon Blum eut tôt fait de se signaler à l'attention de son entourage par des dons intellectuels hors du commun : élève au lycée Charlemagne, il y rafla régulièrement prix d'excellence et prix de lettres classiques et d'histoire. Il a fait sa classe de philo à Henri IV où il a préparé également le concours d'entrée à l'École Normale. Sa copie de philo fut commentée par le correcteur de la manière suivante : « Si c'est un enfant de dix-sept ans qui a écrit cela, c'est un monstre » !

Son passage à l'École Normale ne fut pas heureux. Il n'y resta qu'un an, mais noua des amitiés qui devaient durer toute sa vie. Ses goûts pour la poésie, la littérature, le théâtre et les arts le mirent en contact avec des revues littéraires dont il devint le collaborateur régulier : Mercure de France, Ermitage, la Revue Blanche.

C'est l'affaire Dreyfus qui conduisit Léon Blum à son premier engagement aux côtés de Zola et Jaurès. Entretemps il avait fait son droit, préparé et réussi le concours d'entrée au Conseil d'État où il progressa régulièrement malgré ses faiblesses pour la littérature et les idées avancées qu'il professait.

Laissons aux recueils de jurisprudence les conclusions du Commissaire de Gou-



Manifestants unis dans l'action...

vernement Léon Blum et attachons-nous aux premiers pas de ce jeune homme de la vie publique. Contemporain et ami d'une kyrielle de poètes, romanciers, auteurs dramatiques, il collabore dès sa parution en 1891 à la Revue Blanche où il rencontre Zola, Péguy, Apollinaire, Renard, Tristan Bernard, mais aussi les étrangers Tolstol, Ibsen, Björnson. Lautrec, Bonnard, Vuillard, Redon, Claude Debussy, Fauré sont ses amis.

Anatole France avait coutume de dire : « Voilà ce que je pense. Mais demandons à Blum son avis. »

Ceux qui ont étudié la vie politique et littéraire de Léon Blum prétendent que « Les Nouvelles Conversations avec Eckermann », publiées à partir de 1894, à l'âge de vingt-deux ans, voient Blum s'affirmer tel qu'il sera toujours. Si elles sont surtout le reflet de la vie littéraire de 1890, Blum y prend d'autres aspects.

Moraliste, il y traite de la famille, politique, il s'explique sur le rôle de la révolution : « la révolution n'a jamais soulevé qu'un sol miné », elle est préparée par l'évolution « natura non facit saltus » et « si la révolution est nécessaire, donc légitime... elle n'est pas nécessairement cruelle et sanglante. »

Sous la plume de Léon Blum, Goethe révèle le projet du « troisième Faust », es-pèce de manifeste socialiste. Goethe confie à ses amis que si la liberté a été au début du siècle le grand thème d'inspiration révolutionnaire les questions sont désormais : « Comment certains hommes manquent-ils de pain ? Pourquoi d'autres mangent-ils un pain qui n'est pas acquis par leur travail ? Pour être libre, il faut d'abord être. »

Et Goethe évoque un « troisième Faust » agitateur socialiste ! Léon Blum, âgé de 23 ans, présage son propre avenir en prévoyant pour le troisième Faust que « chacune des actions ne lui rapporte dans le présent que déception et tristesse, elle

prépare pour l'avenir des résultats féconds... il ne changerait même pas sa souffrance contre un autre bonheur... »

Les commentateurs de cette œuvre hésitent entre le courage du jeune Blum de s'approprier Goethe, la hardiesse du propos et la lucidité de son analyse.

Retenons que, parallèlement à son activité d'auteur, il réussit en 1895 à se classer deuxième au plus prestigieux concours de France, celui du Conseil d'État !

À cette époque, Léon Blum est encore sous le charme de Maurice Barrès qu'il a rencontré en 1890 et auquel il rend régulièrement visite. Mais dès avant la rupture au sujet de l'« Affaire », Blum montra son indépendance notamment par ses appréciations dans les « Conversations » du dernier livre paru « Les Déracinés ».

Les relations de Léon Blum avec André Gide, qui remontent à 1889, sont documentées par de nombreuses lettres et une appréciation raciste de Gide qui fit couler beaucoup d'encre en 1936 et que Gide devait regretter amèrement. L'entrée qu'il fit le 8 janvier 1948 dans son journal permit à Gide, parlant de sa sortie antisémite d'écrire : « Il (Blum) passe outre et ne m'en a jamais parlé... J'ai rarement rencontré chez un chrétien pareil désintéressement personnel et pareille noblesse... après tant de deuils il reste le seul ami de ma génération... »

La lucidité de Jules Renard lui fit écrire en 1902 à M<sup>me</sup> Blum : « Vous serez un jour, Madame la Présidente de je ne sais quoi, mais vous serez toujours Madame Blum, et c'est votre plus beau titre. »

C'est dans cette ambiance que se dérouleront les 47 premières années de la vie de Léon Blum, les deux seules interruptions « politiques » étant celle de l'Affaire Dreyfus, où Léon Blum, avec un groupe de dreyfusards de premier plan, s'engagea à fonds, ce qui lui permit de faire preuve de tous ses talents et de la générosité de ses convictions, et sa contribution aux efforts d'unification de Jaurès, du mouvement socialiste, entre 1900 et 1905, qui aboutirent à la naissance du parti socialiste français.

### Le dreyfusard

En 1897, il y avait trois ans que Dreyfus avait été arrêté et condamné, Lucien Herr, l'ami et le mentor de Léon Blum, lui dit : « Savez-vous que Dreyfus est innocent ? »

Blum de son propre aveu se souvenait à peine de l'affaire et éprouvait par la suite quelque honte à n'avoir pas prêté davantage d'attention aux avertissements qu'il avait reçus. Il explique son attitude dans « Souvenirs de l'affaire » parus en 1935 : « un Juif moyen tel que je l'étais, n'avait pas de vocation plus marquée que tout autre à recevoir la grâce dreyfusarde. »

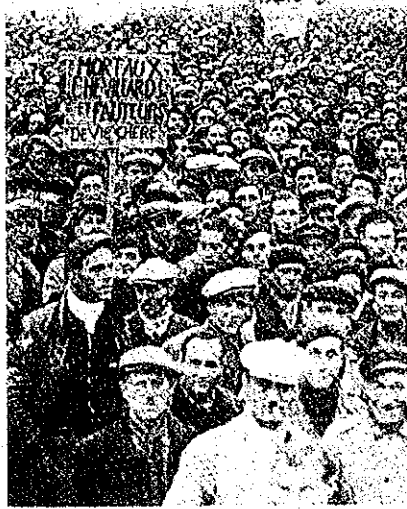
Mais une fois alerté par Lucien Herr, le juriste Léon Blum eut tôt fait d'apercevoir toutes les anomalies du procès. Il fut d'autant plus surpris de constater que malgré les révélations sur les vices de forme et sur les faits nouveaux mis à jour par l'enquête du colonel Piquart, une forte opposition s'était organisée contre une reprise du procès.

La division fut nette dans l'opinion. Du côté anti-Dreyfus la droite boulangiste, antirépublicaine, conservatrice, clérical et nationaliste qui, au-delà de Dreyfus, visait au renversement de la République laïcisée. Le sentiment antisémite jouait à plein. « Si les juifs avaient répugné à défendre Dreyfus parce qu'il était juif, les antisémites n'hésitaient pas à le présumer coupable parce qu'il était juif. » Chez Barrès, c'est le sentiment national qui, dans le doute, le fit opter pour les institutions bien qu'il n'ait pas caché à Blum, qui avait sollicité son concours, son trouble devant les plus récentes révélations : « Je suis troublé et je veux réfléchir encore, je vous écrirai. »

Dans le groupe des dreyfusards on retrouvera, tout naturellement, Zola, Anatole France, Jaurès et Jules Guesde pour une fois d'accord, Clemenceau, mais aussi les « opportunistes » Périé, Barthou. Si les socialistes « indépendants » se tenaient à l'écart (Millerand : « En voilà assez ! »), l'affaire permit cependant à Blum de rencontrer les grands noms du socialisme Alemans, Rouanet, Sembat, Vaillant. Clemenceau, qui venait d'être victime d'une campagne de calomnies basées sur des documents grossièrement falsifiés, prit résolument parti pour Dreyfus.

C'est avec le coup de tonnerre que fut l'article de Zola « J'accuse » que commença la phase active pour Léon Blum qui assistait M<sup>r</sup> Labori dans la préparation de la défense de Zola. C'est lui qui rédigea les « conclusions » et assista à presque toutes les audiences. Il en rendait compte à la Revue Blanche. Parmi tous ces « contestataires » il fut celui qui, grâce à son esprit analytique, grâce à ses connaissances juridiques, était le mieux à même d'adopter une position rationnelle, celui dont la conviction était la plus solide, mais aussi celui qui était le plus vulnérable lorsqu'il réalisa l'étendue de la conspiration contre Dreyfus.

Il fallut la foi de charbonnier d'un Zola pour oser s'attaquer à la coalition de la Justice, de l'État Major, de l'Armée, des partis politiques, clérical, nationaliste et conservateur et de la petite bourgeoisie antisémite. On s'est plu à relever le courage qu'il fallait à ce très jeune auditeur du Conseil d'État pour s'engager dans une lutte dirigée contre les gouvernements successifs. La stratégie de Zola, après l'acquiescement aussi imprévu que scandaleux d'Estherazy, a consisté tout simplement à se mettre dans la situation d'accusé en ac-



... contre la vie chère

cusant de complot contre Dreyfus les généraux ayant présidé les deux conseils de guerre, le Chef d'état major général, le ministre de la guerre.

Dans le cadre de sa défense, il fut possible à l'accusé Zola de prouver ce que le conseil de guerre avait soigneusement écarté ou ignoré ! Aussi la condamnation de Zola importait-elle peu : il avait prouvé ses accusations, et dès 1899 Dreyfus rentra de l'île du Diable. Le reste ne fut que combat d'arrière-garde.

À l'âge de 25 ans, Léon Blum s'était engagé personnellement dans une lutte politique majeure aux côtés de ceux qui formeront l'ossature du parti socialiste dont il prendra la direction plus de vingt ans plus tard. Son action en faveur de Dreyfus le conduisit tout droit à son deuxième engagement, celui pour l'unification du mouvement socialiste.

## Le socialiste

Léon Blum n'était étranger à aucun fait social, ni fermé à aucun phénomène intellectuel. Ses réflexions sur les événements de son époque et sur les problèmes centraux d'alors, socialisme et révolution, trouvent leurs reflets dans ses écrits dès 1891. C'est entre 1894 et 1896 que paraissent les « Nouvelles Conversations avec Eckermann » qui révèlent l'intérêt de Blum pour cette école de pensée politique.

Ce qui apparaît très clairement dans ses écrits de cette époque, c'est que les problèmes politiques sont perçus par Léon Blum comme une dimension esthétique de la société. Et il ne se départira jamais complètement de cette attitude. Vingt-cinq ans d'activités politiques en première ligne, contre une meute d'ennemis déchainés, ne lui feront jamais perdre cet ascendant, cette élégance, ce sens du juste et du logique qui fera qu'il ne pratiquera jamais la politique avec un esprit

de tâcheron mais au contraire avec l'élevation de pensée qui révèle la véritable dimension des problèmes et des injures.

L'autre qualité qui le caractérise est sa sensibilité.

André Gide raconte cet incident révélateur : « Ce jour-là, nous descendions le boulevard Saint-Michel et discussions de manière fort animée de Molière ... je ne prêtai aucune attention aux gens près desquels nous passions ... Soudain Blum se retourne, fais trois pas en arrière ... (pour) s'approcher d'un de ces pauvres hères qui distribuent des réclames et des prospectus, en prit deux, m'en tendit un en me disant : « c'est son gagne-pain ... Il se sent moins humilié quand on prend ses papiers. » Rien d'étonnant que pour Blum le socialisme c'est d'abord « le cri de la souffrance ». De Marx, il accepte l'analyse économique, mais refuse le matérialisme historique. De Lénine il n'accepte rien. Le respect qu'il témoigne à Marx, « c'est l'esprit qui compte, non la lettre », il se refuse à la dévotion spirituelle frisant le fétichisme de ses disciples. Il souligne surtout l'importance des notions de classe et d'actions de classe. « La découverte de Marx est d'avoir affirmé le premier que la transformation sociale ne serait le fait, ni d'une bourgeoisie catéchisée, ni d'un État démocratisé, mais que la libération des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ... le capitalisme dispose probablement de plus de forces de résistance qu'aucun des régimes qui l'ont précédé. Mais Marx a montré pourquoi il contenait les causes et conditions de sa propre disparition. »

« Blum ne pouvait se prévaloir d'un marxisme-cuirasse du type de celui que revêtent avant le combat et ensuite pour dormir tranquilles un certain type de militants intellectuels », devait écrire Jean Lacouture, qui s'emploie loyalement à situer et à évaluer l'influence de Marx sur Blum, l'ami et le disciple de Jaurès. Il est symptomatique que Blum ait été le premier leader socialiste à avoir tenté de modifier les rapports sociaux de base — ceux du couple, à avoir fait voter les premiers textes pour introduire « la démocratie dans les entreprises » et à avoir engagé une action culturelle démocratique. Il refuse de considérer que les conceptions religieuses, politiques, esthétiques et morales ne seraient qu'un reflet des phénomènes économiques. Il ne veut pas d'un socialisme qui serait le résultat inéluctable d'une loi d'airain. Il y voit la réponse aux aspirations de l'âme : une culture, une morale, un art.

Rappelons l'état du socialisme en France en ces années 1890 : deux leaders, Guesde et Jaurès, des personnalités prestigieuses, Lafargue, gendre de Marx, Longuet, petit-fils de Marx, deux communistes, Vaillant et Alemans, des intellec-

ruels, Sembat, Viviani, Millerand, Aristide Briand.

Sur le plan organique on retrouve le Parti ouvrier français, le Parti socialiste révolutionnaire, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, les Socialistes indépendants, regroupant trente des soixante députés.

En marge, Charles Péguy ! Il avait ouvert une librairie socialiste assurant par ailleurs l'édition des deux publications, la Revue Socialiste et le Mouvement Socialiste. Sous l'effet des coups qu'asséna Charles Péguy aux leaders et aux penseurs du socialisme se constitua dans sa librairie le groupe « Unité Socialiste » dont Léon Blum était un des animateurs et qui s'était fixé pour tâche l'unification des courants socialistes. Ce fut pour lui, bien davantage que l'affaire Dreyfus, l'occasion de sortir du cabinet pour affronter la houle des meetings.

C'est sous l'effet de la crainte d'un putsch militaire anti-dreyfusard que l'« Union Socialiste » fit aboutir en 1899 la convocation du Congrès de Japy, qui devait donner l'occasion à plusieurs dizaines d'organisations socialistes de se rapprocher pour la « défense de la République ». Blum en était un des animateurs.

Ce fut ce congrès qui restera pour Léon Blum la référence la plus importante et qui le servit après le Congrès de Tours. Du Congrès de Japy naquit le Parti Socialiste Français. Malgré son unité organique, le mouvement socialiste restait divisé sur la question de la participation à des gouvernements bourgeois. À la même époque, Blum et Herr rassemblent les fonds pour lancer un grand quotidien, « L'Humanité ». La consolidation s'opéra en 1905 lorsque le parti prit le nom de S.F.I.O.

L'œuvre unificatrice accomplie au bout de sept années de luttes et d'efforts, Léon Blum se retire de la tête du parti. Il vient d'avoir trente-trois ans !

Il continue à participer à la vie de sa section, fréquente les congrès, sert de juriste et de référence au parti. Mais pendant dix ans encore Léon Blum sera surtout critique dramatique et littéraire, juriste, essayiste. Son prestige n'en restait pas moins considérable. Rien d'étonnant qu'il fut nommé chef de cabinet de Marcel Sembat qui fut, avec Jules Guesde, ministre du gouvernement d'union sacrée de 1914.

De cette mission on a retenu d'une part « qu'il fascina littéralement les hauts fonctionnaires. Son intelligence, ses capacités d'organisation et ses connaissances juridiques lui permirent de s'imposer partout »<sup>1)</sup>, et d'autre part, « son bureau du ministère fut un lieu de ralliement, un foyer de débats et qu'autour de lui... dirigeants et militants venaient se concerter »<sup>2)</sup>.

Ce qu'il faut en retenir, c'est que Blum fut — comme il le sera en 1936 — partisan sans réserve de la participation socialiste à la défense nationale dès lors qu'il était devenu patent que l'agression menaçait la République et la nation.

### Face au communisme

Ceux qui se seront acharnés le plus sur Léon Blum, ceux qui l'auront attaqué, injurié, calomnié le plus, ce sont les communistes français, de Thorez qui le traite de « reptile répugnant... chacal... laquais des banquiers... mouchard... belliciste enragé » à François Billoux qui écrit en 1942 au tribunal de Riom, pour offrir de témoigner contre Blum au procès que Vichy lui avait intenté !

Ceux qui voudraient approfondir cette question se reporteront utilement à une étude d'Annie Kriegel, « Léon Blum vu par les communistes », parue dans « Preuves » d'avril 1966.

Ce qui est certain, c'est qu'ils ne lui ont jamais pardonné de s'être opposé au Congrès de Tours à l'opération de récupération du socialisme français par Lénine, et surtout, d'avoir réussi ce qu'il entreprit le lendemain du 29 décembre 1920, : continuer « le parti socialiste tel qu'il avait été unifié par Jaurès, Guesde et Vaillant ».

Ce qui a dû peser lourd auprès de ceux qui en 1920 avaient écouté sans le suivre le discours historique de Blum au Congrès de Tours, c'est le fait qu'il avait eu raison. Ce que l'on ne lui pardonnait pas davantage, c'est d'avoir tout mis en œuvre dès 1936 pour améliorer la défense nationale et d'avoir en 1939 résolument pris position pour la défense du pays contre Hitler, à un moment où les communistes vantaient les mérites de la désertion et refusaient le combat.

La scission de Tours fut le tribut payé par les socialistes français à leur patriotisme. Avant 1914, le socialisme, antimilitariste par nature, n'avait cessé de lancer des appels à la paix. Les résolutions des congrès de l'Internationale Socialiste appelaient le prolétariat à refuser de porter les armes.

Mais lorsque la France fut attaquée, le sentiment patriotique l'emporta. Cependant, dès la fin de la première année de guerre, Romain Rolland publia « Au delà de la mêlée » et les premières résistances à la participation socialiste au Gouvernement se firent sentir. Ce mouvement ne cessa de s'amplifier dans la mesure où l'on pouvait démontrer que c'était la masse ouvrière qui supportait le fardeau le plus lourd. De nombreux socialistes citent alors l'exemple des députés sociaux-démocrates allemands qui avaient refusé en 1914 de voter les crédits militaires. Les initiatives internationales animeront le débat, en 1915 Zimmerwald, en 1916

Kienthal. Puis la Révolution d'octobre accentuera la lutte pour la paix. Léon Blum cependant restait fidèle à la pièce maîtresse de la politique de l'Union sacrée : seule la « victoire du droit » pouvait garantir l'avenir de la République. Pendant cette période si agitée en France, comme ailleurs, — la critique de la politique « patriotique » provoqua en Italie la naissance du parti fasciste — se situe la publication des « Lettres sur la réforme gouvernementale » où Léon Blum essaye de trouver — déjà — un remède à l'instabilité gouvernementale.

En même temps, sensible au danger que court le parti tiraillé entre les patriotes et les pacifistes, Blum essaye de concilier, de trouver ce centre indispensable. Mais le parti est essoufflé, sans inspiration. Les tendances ont leurs chefs de file. Les premiers bolchéviks apparaissent. Jaurès n'a pas eu de successeur.

La paix revenue, Blum ne se retire pas dans l'hôtel du Conseil d'État. Il présidera la commission du programme, créée en 1918, et au congrès extraordinaire de 1919 il prononcera le discours d'orientation. C'est ce jour là que Blum conquiert son auditoire et sa réputation de leader d'un des courants socialistes. Il a quarante-sept ans et n'exerce ni fonction dans l'appareil ni mandat électif.

En 1919, Blum est élu à la Chambre. Un des thèmes de sa campagne fut la dénonciation du traité de Versailles que le parti socialiste avait d'ailleurs rejeté.

En 1919 fut constituée par les bolchéviks la III<sup>e</sup> Internationale. Cet événement devait devenir pour tous les partis socialistes, membres de la II<sup>e</sup> Internationale, à la fois un sujet de discussion passionnée et un point de cristallisation des divergences intérieures. En effet, en émettant les « 21 conditions » que les partis socialistes, candidats à l'adhésion, devaient remplir, Lénine devait, et c'était son but, diviser les courants socialistes qui avaient longtemps cohabité. En les exacerbant par l'agitation et en leur fournissant un prétexte, Lénine fit éclater ce que l'intérêt national, l'intérêt du parti, voire l'amitié avaient uni.

Ce désarroi, mis à nu par la question d'adhésion, correspondait à l'état des peuples après la guerre. Vainqueurs et vaincus se trouvent pareillement en proie à de violents mouvements d'opinion, à des difficultés économiques, à des problèmes de politique étrangère et à des mutations socio-économiques qu'entraîne le progrès technologique et le réveil de la paysannerie.

Ce qui devait favoriser le plus les plans de Lénine à l'égard des partis socialistes européens, fut cette croisade antisoviétique que les gouvernements occidentaux

<sup>1)</sup> Cf. G. Ziebur : Léon Blum et le Parti Socialiste

<sup>2)</sup> J. Lacouture : Léon Blum



Le ministère Blum à l'Élysée

prétendaient mener aux côtés des monarchistes et l'envoi des corps expéditionnaires contre l'armée rouge.

Léon Blum avait immédiatement pris position contre l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale aux conditions imposées par Lénine. Mais une nette majorité se dessinait en faveur de l'adhésion qui fut renforcée par des événements fortuits, accident mortel de trois délégués socialistes rentrant de Russie, arrestation de trois « adhésionsnistes », jetés en prison pour complot. Nombreux étaient ceux qui se croyaient à la veille de la révolution, comme quatre ans plus tôt la Russie. C'est dans cette atmosphère que s'ouvre le Congrès de Tours.

C'est le troisième jour que Léon Blum monte à la tribune et prononce un discours où l'acuité et la justesse de l'analyse disputent à leur chaleur de la conviction.

Il démontre ce qu'il y a de fondamentalement incompatible entre le nouveau modèle et le parti socialiste : « La direction du parti socialiste appartenait au parti même ... Il n'y avait pas de chef ... (Dans le nouveau parti), votre régime de centralisation comporte la subordination de chaque organisme à l'organisme qui lui est hiérarchiquement supérieur ... Moscou exige l'épuration complète et radicale de tout ce qui est jusqu'à présent le parti socialiste. »

Et sur le caractère de la révolution prônée par la III<sup>e</sup> Internationale : « Lisez l'article qui définit son but ! La lutte à main armée contre le pouvoir bourgeois. » Blum déclare qu'il ne peut admettre la thèse selon laquelle l'éducation et l'organisation du prolétariat ne pourraient se faire pour la conquête du pouvoir, mais seulement après. « En France vous ne ferez pas la révolution avec ces bandes qui courent derrière tous les chevaux, mais

avec des millions d'ouvriers organisés sachant ce qu'ils veulent. »

Puis il dénonce l'idée d'une dictature du prolétariat exercée par un parti communiste où s'exerce le pouvoir personnalisé et hiérarchisé de quelques-uns et qui conduira à la dictature des dirigeants du parti.

Pour conclure, Léon Blum trouvera les phrases fameuses : « Nous sommes convaincus que pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison ... Dans cette heure qui est une heure tragique ... sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lésent. Je vous dis cela parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous ... même séparés restons socialistes ... restons frères ! »

Par la suite, seul Raffin-Dugens sut trouver à son égard un ton égal à celui de Blum : « Vous êtes né dans la bourgeoisie. Comme Jaurès vous avez apporté à ce prolétariat ... le concours de votre dévouement ... je dis que lorsqu'on sacrifie comme vous, comme Jaurès, toutes ses alliances, on a un droit, celui d'être respecté. »

Le lendemain arrive le télégramme de Zinoviev qui jette l'anathème sur Longuet, petit-fils de Marx, favorable à l'adhésion conditionnelle.

Seul Frossard, auteur de la motion majoritaire, le défend : « Je ne suis pas d'accord avec Zinoviev. Non, vous n'êtes pas des serviteurs de l'influence bourgeoise. » Et Longuet, comme Kautsky en Allemagne, sera repoussé par les communistes parce qu'il prétend se réserver le droit de penser hors des ukases de Lénine.

Le lendemain du vote qui consomma la scission, les minoritaires se réunissent dans la salle du Démophile pour conti-

nuer les travaux avec ceux qui « n'acceptent pas les résolutions qui transforment le parti en parti communiste ».

Après l'affaire Dreyfus, après l'action d'unification de 1905, Léon Blum avait trouvé un nouveau défi, reconstituer le parti socialiste de Jaurès.

## Le gouvernement Blum

« On ne comprendrait rien au front populaire, à cette année d'expériences décisives dans l'histoire de l'Europe contemporaine ... si l'on n'avait en tête ... (que).

1) Le Front populaire est une alliance défensive.

2) Le Front populaire est une coalition entre forces sociales et politiques diverses, toutes indispensables ...

3) la direction socialiste a été une surprise pour tout le monde.

4) le climat économique et financier (a été) altéré par une politique de déflation qui a frappé le pays d'asthénie généralisée.

5) c'est en cheminant entre les deux gouffres de la guerre civile en France et de la guerre internationale qu'ont agi entre juin 1936 et juin 1937 les responsables du gouvernement Blum.

6) l'essentiel du pouvoir échappait à Blum, l'armée, la police, les banques.)

Cet avertissement n'est pas inutile. On a trop tendance à oublier que seulement six années séparaient le gouvernement Blum du début de la crise économique. On oublie trop souvent qu'en France le fascisme était sur le point de prendre le pouvoir ; on a oublié que les gouvernements français du centre-droit avaient permis à Hitler de s'installer solidement (réarmement allemand, remilitarisation de la Rhénanie). On a oublié surtout que le Front populaire était le premier exemple d'une action commune entre socialistes et communistes : c'est en effet sous l'effet de la menace fasciste intérieure que les militants communistes rejoignent les socialistes dans leurs actions antifascistes. Victor Basch, socialiste, professeur à la Sorbonne et président de la Ligue des droits de l'homme, contribue au rapprochement des états-majors par le meeting de juillet 1935 et par le serment antifasciste qu'il fit prêter à Blum, Thorez et Herriot. Ce n'est qu'en août 1935 que Thorez reçut le feu vert de la III<sup>e</sup> Internationale et en septembre que l'on aboutit à un premier accord entre communistes et socialistes qui servit de base aux discussions avec les radicaux menant à la charte du Front populaire.

Ces événements précédèrent de quelques semaines l'agression brutale dont fut victime Léon Blum le 13 février 1936. Aux cris de « À mort le Juif », il est roué

\*) Jean Lacouture : « Léon Blum » Seuil 1977

de coups, attaché à la voiture d'un ami, jeté par terre, où il reçut encore des coups de pieds. Blum est sérieusement blessé. Pour un homme de soixante-quatre ans, un tel traitement pouvait être fatal par le choc physique et psychique. En fait, il fut soigné pendant plus d'un mois.

Lors d'une perquisition on trouva sur le bureau de Maurras une coupe remplie de pièces de monnaie. Elle portait l'inscription « Produit de la vente des verres (des lunettes brisées) du baron Blum ».

Le 16 février, une manifestation de protestation réunit cinq cent mille personnes qui défilent à travers les rues de Paris.

Les élections ont lieu le 26 avril 1936. Le parti radical ayant rendu publique son adhésion au programme commun vers le 15 avril, l'enjeu réel des élections est ce programme.

La veille de la consultation, la droite fascisante, qui comptait près d'un tiers des députés, n'escompte plus la victoire. À gauche on prévoit que les radicaux restent le groupe le plus nombreux et devraient assumer la présidence du gouvernement. Léon Blum, que ses blessures empêchent de faire campagne, adresse le premier discours électoral radiodiffusé à ses électeurs.

En gros les élections donnent : 220 députés « nationaux », 376 députés de la gauche, 20 divers. Le parti socialiste avec 147 a largement battu les radicaux qui en ont 116. Les communistes, eux, ont gagné 60 sièges et disposent de 72 députés.

Mais en fait de voix, le déplacement entre la gauche et la droite n'excède pas 3 % ! C'est la victoire de la stratégie unitaire et de la discipline de vote.

Le 4 mai, on peut lire cette phrase que l'on a retrouvée à peine changée dans la déclaration de Mitterrand 45 ans plus tard célébrant « la réconciliation entre le peuple et le pouvoir ».

Sentant qu'il fallait réagir contre la surprise que constituait la victoire socialiste, Léon Blum écrit le même jour que le parti socialiste revendiquait le droit de former le gouvernement. Le 8 mai il somme les communistes d'y participer.

### Les interrogations

Entre le 4 mai et le 1<sup>er</sup> juin que de questions cruciales ont dû trouver une réponse !

La plus vieille, la plus grave pour le parti socialiste : la participation à un gouvernement soumis à des règles constitutionnelles à peine démocratiques et aux servitudes de l'économie capitaliste. Léon Blum la formula au congrès socialiste du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin de la manière la plus lucide qui fût :

« Il s'agit de savoir si, par une action accomplie à l'intérieur du régime actuel,



À New York, en avril 1946

il est possible de préparer dans les esprits et dans les choses mêmes l'avènement inévitable du socialisme qui reste notre but.

Faisant allusion aux cassandres de droite il déclare à l'adresse des communistes : « J'espère que le gouvernement ne sera pas un gouvernement de Kerenski. Mais le serait-il, croyez bien que dans la France d'aujourd'hui ce ne serait pas Lénine qui recueillerait l'héritage. » Voilà les communistes avertis ! Le 14 mai, ils ont refusé de participer au gouvernement. Blum leur rappelle « la cause est commune à tous, l'intérêt est le même pour tous ! Le danger est égal pour tous ! »

Mais voilà ! Le revirement des communistes est trop récent. Il y a un an « l'Humanité » accablait les socialistes et leur chef de file. Le congrès de Tours remonte à quinze ans seulement. La décision du comité du Komintern « amnistiant » les « Sozialfaschisten » n'est pas encore digérée ! Les communistes, restant en dehors du gouvernement, constitueront « un ministère des masses ». Devant ce refus Blum devait-il passer la main ou former un gouvernement socialiste homogène ? Vaines spéculations ! Prophéties à rebours ! Le fait est que la conception de Blum et de la fonction politique et du rôle du parti socialiste ne lui laissaient pas d'autre choix : menaces du fascisme, menaces d'une conflagration mondiale, possibilité d'une action immédiate pour

le bien des masses populaires. Blum fournit d'ailleurs la clé de sa résolution : « S'il se trouvait que des résistances insurmontables nous obligent à constater qu'il est impossible d'amender, du dedans la société... je serai le premier à venir vous dire, c'était une chimère !... Il n'y a rien à faire de cette société... les résistances de l'égoïsme de la routine de l'intérêt sont insurmontables... »

Il ne peut prononcer cette condamnation sans avoir tenté l'aventure. Il ne peut céder ou s'incliner devant les spéculations des communistes. D'ailleurs en avait-il seulement le droit ? Depuis 1918 la droite était au pouvoir et en avait usé et abusé au profit de la bourgeoisie. Depuis que Laval était venu au pouvoir les revenus des ouvriers s'étaient dégradés de 25 % !

Dans « Candide », le journaliste de droite Villette écrit, « la profonde misère de la classe ouvrière », et Moratte de préciser : « Tant de contrainte, tant de misère, tant d'oppression (puis) la venue du Gouvernement de Front populaire... Du coup on n'a pas eu la force de supporter plus longtemps. » C'est dans cette situation que Bracke, l'ami fidèle de Blum, pouvait s'écrier : « Enfin les difficultés commencent... »

### L'action

L'un des premiers actes du gouvernement Blum fut le décret qui coordonnait



Les adieux : Place de la Concorde, le 2 avril 1950

les ministères engagés dans la défense nationale et dans l'effort de réarmement. Curieusement, les critiques ne parlent guère de cet acte décisif qui devait donner de bons résultats, mais arrivait trois années trop tard.

Par contre Blum est resté le père de la semaine des quarante heures, des congés payés, des conventions collectives, mais aussi de « Sports et Loisirs », premier ministère de ce nom qui devait permettre à Léo Lagrange de déclarer : « Notre objectif consiste à recréer le sens de la joie et de la dignité. Il faut mettre à la disposition des masses toutes les espèces de loisirs. Que chacun choisisse. »

La libération des masses laborieuses passe par l'allègement des charges et l'amélioration de leurs conditions matérielles, mais aussi par le rétablissement de leur dignité et l'accès à cette forme élémentaire de liberté : les loisirs. L'action culturelle du gouvernement Blum, gage de sa sincérité est surtout l'hommage qu'il rend à la dignité des hommes et des femmes de cette immense majorité laissée pour compte par les gouvernements successifs.

Il n'est pas démontré que ce ne soit pas précisément ce côté de la politique de Blum qui lui ait valu les inimitiés les plus déterminées. Témoins, « Combat » qui dénonce le « viol du paysage français par les sales pattes de l'ogresse laïque. »

En matière de politique étrangère Blum prend sans tarder l'initiative des contacts avec les deux démocraties anglo-saxonnes. Deux questions dominent : le réarmement pour faire face à la menace hitlérienne, l'insurrection de Franco.

Après avoir pris la mesure que l'on sait pour concentrer les efforts de réarmement au niveau ministériel, Blum fait voter le plan des 14 milliards, chiffre colossal pour l'époque, qui en quatre ans devait doter la France de 3000 chars et de 1.500 avions de combat modernes. Ici l'accord entre Blum, Roosevelt et Eden est complet.

### Premier échec

L'affaire espagnole et la décision de Blum de livrer des armes au gouvernement légitime provoquent une double tension : Le premier ministre anglais Baldwin intervint personnellement pour faire suspendre la décision, les ministres radicaux menacent de démissionner. En même temps dans une campagne de presse d'une violence inouïe déclenchée par la trahison d'un attaché militaire, des hommes comme Raymond Cartier, de Kerillis et surtout François Mauriac entreprennent de monter l'opinion publique contre le gouvernement Blum. Dans les forces armées les milieux antirépublicains s'emparent de l'affaire espagnole pour affaiblir le gouvernement.

Le prestige de Weygand et de Pétain sert ces desseins. Il leur apparut que le sort du Front populaire était lié à celui du Fronte popular. La voie à suivre était donc tracée. Cette levée de boucliers n'aurait certainement pas prévalu contre la détermination du gouvernement conservateur britannique de ne pas assister la France au cas où elle serait impliquée dans un conflit avec les alliés italiens et allemands de Franco.

Sur le plan intérieur ce fut le « mur d'argent » des banquiers et du grand patronat qui étrangla le Gouvernement du Front populaire.

Blum dut en effet constater que le pouvoir politique sans les instruments essentiels que sont l'armée, la police et l'argent était vain — à moins de sortir de la légalité, ce que Blum refusait. La seule grande banque qui acceptât de soutenir l'effort de Blum fut la Banque de Paris et des Pays Bas. C'était insuffisant ! C'est ce qu'avaient compris les radicaux qui déjà rêvaient d'autres formules, tels Herriot, Chautemps, Caillaux. Et les communistes qui ne consentaient pas à entrer au gouvernement pour le soutenir !

Et tout cela se passe dans un climat passionné où l'injure le dispute à la calomnie. Dès l'automne 1936 les ligues fascistes dissoutes réapparaissent. Le Ministre de l'Intérieur Salengro, victime d'une grossière campagne de calomnie, bien que blanchi, se suicide de désespoir. Le directeur du cabinet de Blum est grièvement blessé. La « Cagoule », véritable société secrète, entre en action pour noyauter l'armée, la police, la magistrature, les administrations et l'industrie. Elle regroupera bientôt 50 000 adhérents et engendrera la terrible milice de Vichy.

Dès printemps 1937 la coalition plie sous le poids des problèmes internationaux et financiers et sous les coups de conspirateurs. Travaillée par le financier Mercier et le maître des forges de Wendel, l'oligarchie radicale prend ses distances. Seuls les jeunes restent fidèles à leurs engagements. Léon Blum écrira en 1939 que les pontifes du mouvement, qui représentaient la classe dirigeante, n'avaient pu s'opposer au programme commun après la victoire de la gauche de mai 1936. En effet, ils auraient dû, pour échapper au gouvernement de gauche, « s'acoquiner avec l'extrême réaction, avec les bandes du P.S.F. et de l'Action Française », car étant donnée la situation numérique, les radicaux n'auraient pas pu se contenter de leurs alliés conservateurs habituels. Il leur eût fallu l'appui fasciste.

Mais l'aile droite des radicaux ne s'était pas résignée au gouvernement Blum et comptait sur l'usure et sur le « procédé classique du parti radical de glissement à droite en cours de législature ». Ce processus était attisé par un Caillaux, un libéral

LE PEUPLE  
QUOTIDIEN DU SYNDICALISME

**VICTOIRE  
sur la misère!**

**8 millions de salariés obtiennent satisfaction**

La C.G.T. et la Confédération

Édition du 8 juin 1936

haineux et antisémite qui devait jeter à la figure de Blum du haut de la tribune du Sénat : « Vous n'avez pas assez de terre française à la semelle de vos souliers. »

Le 17 mars 1937, les jeunes députés radicaux à la Chambre lui restent fidèles en majorité et Blum obtient les pleins pouvoirs sollicités. Mais le 8 mai au Sénat c'est « la mise à mort » par « une poignée de vieillards au cœur sec installés dans leur bastille sénatoriale pour la défense de 200 familles... »

Les Chautemps, Flandin, Hetriot, Daladier et autres Caillaux ont eu raison de l'enthousiasme populaire. Désormais la France officielle est plus que jamais coupée des masses populaires.

### Conclusion provisoire

Il manque trop d'éléments dans cette étude pour qu'on puisse prétendre conclure. Il faudrait surtout examiner en détail l'attitude de Blum face à ses accusateurs à Riom. Nous savons que son courage et sa lucidité y forcèrent l'admiration : âgé de soixante-neuf ans, Blum confondait ses accusateurs au point que le 14 avril 1942 un décret de Pétain « suspend les débats » si bien que la condamnation prononcée par Pétain le 16 octobre 1941, avant tout procès, est maintenue.)

Mais ce qui paraît être accepté par tout le monde — depuis que de Gaulle l'a reconnu — c'est que Blum a été parmi les premiers à comprendre le danger de guerre et à consentir l'effort nécessaire pour y faire face.

Ce qui est acquis, c'est que l'on a exagéré l'incidence matérielle des grèves durant son ministère. Le procureur général reprochait à Blum que l'industrie ait perdu environ 19 millions d'heures de travail par les grèves. Et Blum de lui répondre, que réparties sur 1 million de travailleurs, cela faisait moins de deux jours sur un an !

Léon Blum a été combattu autant sinon plus parce qu'il était juif que parce qu'il était le leader du parti socialiste. Parce qu'il était juif, il présentait suffisamment d'extranéité pour que les préjugés y trouvent leur compte et que le sentiment national français y trouve une consolation : la guerre a été perdue par les Juifs.

Le plus navrant c'est que ce préjugé ait été partagé parfois par des hommes tels que André Gide, François Mauriac qui ont eu la franchise de s'en repentir publiquement. L'antisémitisme a joué à plein contre Léon Blum et son ministère auprès des fascistes, des nationalistes, d'une partie des radicaux et auprès des communistes toujours prompt à emboîter le pas au « sentiment populaire ». D'ailleurs le fascisme s'étendait. Outre les ligues anti-parlementaires, l'idéologie fasciste s'insinuait partout. Déjà sur trouver des adhérents chez les socialistes, Doriot fut exclu du parti communiste après y avoir acquis influence et notoriété. Blum n'a jamais cessé de dénoncer ce danger. Sa lucidité est attestée par ses écrits et son action.

Le seul point sur lequel il reste des divergences nettes, c'est l'affaire d'Espagne où Blum céda à la pression des radicaux et à l'ultimatum du gouvernement britan-

nique. Blum craignait que les militaires français tentent un coup analogue : l'armée de terre et l'aviation étaient ouvertement antiparlementaires. C'est l'affaire d'Espagne qui provoqua les premières fissures dans la coalition et entama le prestige de Blum.

Les historiens considèrent cependant que dans l'ensemble l'action de Léon Blum fut bénéfique, que ses écrits sont remarquables et que l'action du gouvernement qu'il a dirigé a constitué un exemple de courage et d'imagination dans un environnement défavorable et hostile.

Pour la compréhension de ce que fut Riom, quelques repères sont nécessaires : Léon Blum est arrêté le 13 septembre 1940 par la police de Vichy. L'accusation porte sur sa responsabilité politique dans l'adoption de la semaine de quarante heures, les congés payés et la nationalisation des industries de guerre. Quelle monstruosité ! Ces lois ont été votées par la Chambre à une large majorité. On lui reproche l'occupation des usines par les grévistes, qu'il aurait dû déloger de force !

Le 12 août 1941, Pétain annonce qu'il prendra lui-même la sanction. Le 16 octobre 1941, il fait connaître le verdict : emprisonnement à vie pour Blum, Daladier et Gamelin.

En même temps, Vichy annonce qu'il s'agit là d'une première sanction et que le procès aura lieu. Il s'ouvre le 19 février 1942, durera sept semaines, prendra vingt-quatre audiences... et sera interrompu après que Hitler lui-même eut manifesté son mécontentement dans un discours prononcé à l'occasion du « Heldengedenktag » 1942.

Dernier détail qui en dit long : l'interruption du procès n'est pas prononcée par la Cour mais par un décret de Pétain du 14 avril 1942 qui suspend les débats et charge la Cour de « compléter son information ». En attendant, la « situation des accusés restera fixée par la décision prononcée » par Pétain le 16 octobre 1942, i. e., ils sont condamnés à la prison à vie. Un an plus tard, Blum, âgé de soixante-et-onze ans est enlevé par la Gestapo qui explique à Vichy que les anglo-américains avaient décidé d'enlever Blum pour constituer avec son aide, un gouvernement en exil ! Blum est libéré le 29 avril et rentre en France le 8 mai 1945.